



Assemblée générale

Distr. générale
14 octobre 2010
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme

Groupe de travail sur l'Examen périodique universel

Neuvième session

Genève, 1^{er}-12 novembre 2010

Résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme*

États-Unis d'Amérique

Le présent rapport est un résumé de 103 communications de parties prenantes¹ à l'Examen périodique universel. Il suit la structure des directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme. Il ne contient pas d'opinions, de vues ou de suggestions de la part du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), ni aucun jugement ou décision concernant des allégations précises. Les sources des renseignements figurant dans le résumé sont systématiquement indiquées dans les notes et, dans la mesure du possible, les textes originaux n'ont pas été modifiés. L'absence de renseignements concernant des questions spécifiques ou le traitement succinct de celles-ci tient peut-être à l'absence de communications des parties prenantes. Le texte intégral de toutes les communications reçues peut être consulté sur le site Internet du HCDH. Pour établir le rapport, il a été tenu compte de la périodicité du premier cycle de l'Examen, qui est de quatre ans.

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction.

I. Renseignements d'ordre général et cadre

A. Portée des obligations internationales

1. Amnesty International recommande aux États-Unis d'entreprendre un programme de ratification et d'assurer la mise en œuvre en droit interne d'instruments relatifs, entre autres, aux droits de l'homme, à savoir notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, la Convention américaine relative aux droits de l'homme et la Convention de Vienne sur le droit des traités². La Commission interaméricaine des droits de l'homme (IACHR) indique que les États-Unis n'ont encore ratifié aucun des instruments régionaux relatifs aux droits de l'homme³.

2. Four Freedoms Forum (FFF) recommande aux États-Unis d'accepter les protocoles facultatifs et les articles qui autorisent les communications individuelles⁴.

3. First Peoples Human Rights Coalition (FPHRC), US Human Rights Network (USHRN) et Episcopal Diocese of Maine (EDM) recommandent aux États-Unis de souscrire à la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones sans réserve et, en partenariat avec les populations autochtones, de la mettre pleinement en œuvre⁵. USHRN invite les États-Unis à se servir de la Déclaration comme guide pour l'interprétation des obligations juridiquement contraignantes vis-à-vis des populations autochtones⁶.

4. USHRN et Amnesty International recommandent le retrait de toutes les réserves, conditions et déclarations qui servent à fragiliser l'efficacité des traités ou à amoindrir leur but et leur portée⁷.

5. Amnesty International et la Commission internationale de juristes (ICJ) recommandent aux États-Unis de reconnaître l'application extraterritoriale du droit international relatif aux droits de l'homme aux actes des personnels américains vis-à-vis des territoires et des individus sur lesquels ils exercent un contrôle effectif, en toutes circonstances⁸ et de la mettre en œuvre; ainsi que de reconnaître la double applicabilité du droit relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire en cas de conflit armé⁹.

6. Le Conservation Centre of Environmental & Reserves in Iraq (CCERF) et d'autres organisations soulignent que les États-Unis, en tant que puissance occupante, sont tenus de s'acquitter des obligations qui découlent du droit humanitaire et du droit des droits de l'homme, et qu'ils doivent rendre compte des violations éventuelles¹⁰.

7. Le Center for Economic and Social Rights (CESR) souligne qu'en signant le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes les États-Unis ont déjà manifesté l'intention d'être liés par les dispositions de ces instruments et de ne pas en violer le but et l'objet¹¹.

8. USHRN prend note du fait que les États-Unis n'ont pas exprimé l'intention de ratifier la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Tout en saluant la signature de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, USHRN constate que les États-Unis tardent à la ratifier¹².

B. Cadre constitutionnel et législatif

9. Amnesty International indique que, sur le plan interne, il existe aux États-Unis un grand nombre de lois, mécanismes et institutions qui protègent les droits de l'homme et offrent des voies de recours en cas de violation de la Constitution. Toutefois, la législation et la pratique ne sont pas à la hauteur des normes internationales relatives aux droits de l'homme, comme l'ont constaté les organes de suivi des traités¹³. USHRN indique que, bien que la Constitution intègre les traités internationaux ratifiés, les traités ne sont pas d'application directe¹⁴. Les États-Unis ont fait une déclaration selon laquelle le Gouvernement fédéral ne mettra en œuvre les traités que dans la mesure où il «est compétent» eu égard à leurs dispositions, ce qui a pour effet de faire du fédéralisme un obstacle à leur exécution¹⁵.

10. L'Institute for Human Rights and Business (IHRB) recommande qu'une loi soit adoptée pour permettre aux particuliers de demander réparation, en vertu du droit américain, des violations des droits de l'homme, aux États-Unis et à l'étranger, impliquant des sociétés immatriculées aux États-Unis¹⁶.

11. Disability Rights Education and Defense Fund signale que des problèmes d'ordre juridique et structurel ne permettent pas aux personnes handicapées d'exercer pleinement leurs droits fondamentaux¹⁷.

C. Infrastructure institutionnelle et des droits de l'homme

12. USHRN constate que l'inexistence d'une commission indépendante des droits de l'homme chargée de surveiller l'application effective des normes relatives aux droits de l'homme ou d'un mécanisme efficace conçu pour assurer une approche coordonnée de la mise en œuvre des droits de l'homme aux niveaux fédéral, fédéré et local compromet la promotion des droits de l'homme aux États-Unis¹⁸.

13. FFF indique qu'il doit y avoir une institution nationale des droits de l'homme, conformément aux Principes de Paris, et que la commission des droits civils pourrait faciliter le dialogue au niveau national à l'issue de l'Examen périodique universel¹⁹.

14. Amnesty International recommande qu'un décret présidentiel soit pris pour garantir que le Groupe de travail interinstitutions sur les droits de l'homme, qui dépend du Gouvernement, soit l'organe chargé de coordonner l'action entre les organismes et administrations fédéraux, afin de faire respecter et exécuter les obligations relatives aux droits de l'homme qui incombent aux États-Unis; d'effectuer des études et des évaluations d'impact sur les droits de l'homme obligatoires pour veiller à ce que les politiques gouvernementales, les lois et les règlements en voie d'adoption soient conformes aux obligations relatives aux droits de l'homme qui incombent aux États-Unis; d'exiger que les inspecteurs généraux intègrent les obligations et les analyses relatives aux droits de l'homme dans les examens et les enquêtes qu'ils réalisent au sujet des institutions, politiques et programmes gouvernementaux; et d'assurer la collaboration entre les autorités fédérales, fédérées et locales²⁰.

15. CESR recommande de mettre en place un processus efficace et ouvert pour assurer le suivi des recommandations formulées à l'issue de l'Examen périodique universel²¹.

D. Mesures de politique générale

16. USHRN recommande d'adopter un plan d'action national contre la discrimination raciale²² et un mécanisme destiné à évaluer l'impact discriminatoire éventuel des politiques et des pratiques²³.

17. USHRN recommande aux États-Unis d'adopter une politique macroéconomique et financière axée sur les droits de l'homme²⁴.

18. Accountability Counsel recommande d'améliorer le mécanisme de mise en œuvre de la responsabilité des entreprises en ce qui concerne les droits de l'homme²⁵. UHRB recommande la mise au point d'une politique relative aux entreprises et aux droits de l'homme²⁶.

19. Le Center for Human Rights and Global Justice (CHRGJ) recommande l'adoption d'une approche de l'aide internationale fondée sur les droits de l'homme²⁷.

20. Global Justice Center (GJC) est préoccupé par l'amendement Helms à la loi relative à l'aide étrangère qui, notamment, limite l'assistance et l'aide aux femmes victimes de viol, dans le cadre d'un conflit. GJC recommande, notamment, que le Congrès rejette l'amendement Helms²⁸.

21. PIJIP-GAP signale que les États-Unis utilisent les accords commerciaux et l'aide étrangère pour promouvoir des réglementations applicables à la propriété intellectuelle et au secteur pharmaceutique qui visent à restreindre l'accès à des médicaments abordables dans les pays en développement²⁹.

22. L'Association nationale des économistes et des comptables (ANEC) souligne que les États-Unis d'Amérique n'ont pas respecté leur engagement en matière d'aide au développement³⁰, puisqu'ils ne lui consacrent que 0,16 % de leur produit intérieur brut.

23. L'Association cubaine des Nations Unies (ACNU) et l'ANEC évoquent l'incidence du blocus économique, financier et commercial vis-à-vis de Cuba, qui porte aussi préjudice au peuple nord-américain³¹.

II. Promotion et protection des droits de l'homme dans le pays

A. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

Coopération avec les organes conventionnels

24. Le Meiklejohn Civil Liberties Institute constate que les États-Unis n'ont pas signalé aux organes conventionnels la situation au niveau local³². FFF recommande d'associer la société civile au processus d'établissement de rapports³³.

B. Mise en œuvre des obligations internationales relatives aux droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

1. Égalité et non-discrimination

25. USHRN prend note de l'incapacité de lutter contre la discrimination de facto et *de jure*³⁴ et constate que la définition de la discrimination n'est pas conforme à celle de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale³⁵.

26. Amnesty International précise que le plein exercice des droits consacrés dans les traités par les personnes se trouvant sur le territoire américain est affecté par les facteurs tels que la race, la nationalité, le groupe ethnique, l'appartenance à un groupe autochtone, le revenu et le sexe. La législation américaine est en deçà des normes internationales, dans la mesure où elle ne protège en général que contre la discrimination intentionnelle, et non contre les politiques ou pratiques qui ont un effet discriminatoire, comme l'exigent la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et d'autres traités internationaux relatifs aux droits de l'homme³⁶.

27. Malgré une législation antidiscriminatoire et relative aux droits civils importante, des inégalités criantes demeurent dans des domaines tels que le logement, l'emploi, l'éducation, les soins de santé et le système de justice pénale. Les disparités raciales continuent d'exister à tous les stades de la justice pénale³⁷. Amnesty International engage les États-Unis à s'attaquer aux disparités raciales dans le système de justice pénale et à légiférer pour interdire le profilage racial dans la lutte contre la délinquance, en mettant au point des procédures efficaces pour porter plainte et assurer le respect des dispositions légales³⁸.

28. Les auteurs de la communication conjointe 11 (JS-11) indiquent que les peuples autochtones continuent d'être victimes d'une discrimination généralisée³⁹.

29. Les auteurs de la communication conjointe 10 (JS-10) signalent que la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et/ou l'identité sexuelle empêche les lesbiennes, gays et personnes bisexuelles et transgenres d'avoir accès aux soins de santé, à l'éducation, à la reconnaissance de leurs relations et à d'autres avantages⁴⁰.

2. Droit à la vie, la liberté et la sécurité de la personne

30. USHRN fait référence à l'application discriminatoire de la *peine de mort*; au non-respect de l'arrêt de la Cour internationale de Justice dans l'affaire *Avena et autres ressortissants mexicains*; à l'exécution de personnes atteintes de troubles mentaux; et aux conditions inhumaines et dégradantes dans les couloirs de la mort⁴¹. Selon ABA, un certain nombre de juridictions aux États-Unis continuent d'imposer la peine capitale d'une manière qui reflète des disparités raciales et qui n'est pas conforme aux normes internationales concernant la compétence de la défense et le contrôle juridictionnel des requêtes constitutionnelles suivant la condamnation. ABA indique que la loi relative à la lutte contre le terrorisme et à l'application effective de la peine de mort, de 1996, continue d'entraver l'examen collatéral postérieur à la condamnation⁴². L'American Civil Liberties Union (ACLU) observe que les accusés indigents passibles de la peine capitale se voient systématiquement refuser l'accès à la justice dans la mesure où leurs avocats, qui sont commis d'office, sont surchargés de travail et ne disposent pas des ressources indispensables; le fait de ne pas disposer d'un avocat approprié, dans les procédures postérieures à la condamnation, ne laisse aux accusés que bien peu de ressources⁴³. Amnesty International précise que la condamnation à la peine capitale aux États-Unis est marquée par l'arbitraire, la discrimination et les erreurs judiciaires. Amnesty International note que les personnes atteintes de troubles mentaux graves continuent d'être condamnées à la peine de mort, malgré l'arrêt de 2002 de la Cour suprême des États-Unis prévoyant que

les personnes ayant «un retard mental» soient exemptées de la peine de mort. Amnesty International attire aussi l'attention sur les conditions difficiles dans les couloirs de la mort dans de nombreux États⁴⁴. USHRN recommande d'adopter un moratoire sur les exécutions capitales et le prononcé de nouvelles peines de mort⁴⁵. Advocates for Human Rights (AHR) recommande d'abolir la peine de mort et de commuer toutes les condamnations en peines d'emprisonnement à vie⁴⁶.

31. Catholic Family and Human Rights Institute (C-FAM) évoque une décision de la Cour suprême énonçant que le droit à l'intimité de la mère est supérieur à un quelconque droit à la vie de l'enfant à naître⁴⁷.

32. Selon Amnesty International, il est fréquent de recevoir des informations faisant état de mauvais traitements et de recours excessif à la force par la police et les agents pénitentiaires. Les responsables sont rarement poursuivis et certains organismes d'application des lois, ainsi qu'un grand nombre de prisons et de maisons d'arrêt, ne disposent pas d'organes efficaces et indépendants de contrôle⁴⁸.

33. Selon l'Ordre des avocats américains (ABA), l'interdiction de la torture, telle qu'elle est actuellement établie aux États-Unis, n'est pas suffisamment fondée en droit, et sa mise en œuvre manque de clarté et de transparence. Lorsqu'ils ont ratifié la Convention contre la torture et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, les États-Unis ont formulé des réserves indiquant qu'ils «se considèrent liés par l'obligation ... d'empêcher les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants uniquement dans la mesure où [cette] expression ... équivaut aux peines ou traitements cruels, inhabituels et inhumains interdits par les cinquième, huitième et/ou quatorzième amendements» de la Constitution des États-Unis. Par le passé, ces réserves ont quelquefois été largement interprétées pour permettre des techniques d'interrogatoire violentes, telles que la «baignoire», considérée par de nombreux experts comme une forme de torture. Pour tenter de remédier à de tels abus, le Président a signé une ordonnance interdisant tout acte de torture, et ordonnant que tous les interrogatoires de personnes détenues par les États-Unis ou placées sous son contrôle ne soient exécutés qu'en appliquant les techniques présentées dans le Manuel opérationnel de l'armée. Selon ABA, on ne sait pas clairement si cette politique limite ou non la torture ou les traitements cruels, inhumains ou dégradants hors du contexte d'un conflit armé⁴⁹.

34. Amnesty International indique qu'il n'existe pas de directive nationale contraignante régissant l'usage des armes de contrainte ou des armes «moins meurtrières» telles que les armes à électrochocs⁵⁰. Plus de 12 000 organismes américains d'application des lois utilisent des armes à électrochocs. Depuis 2001, plus de 400 personnes sont mortes aux États-Unis après avoir été touchées par des armes à électrochocs utilisées par la police, ce qui soulève de graves inquiétudes quant à la sûreté de tels engins. Les médecins légistes ont constaté que les armes à électrochocs ont joué un rôle dans plus de 50 décès et que, dans d'autres cas, la cause du décès n'était pas claire. Les armes à électrochocs sont largement utilisées contre des individus qui ne représentent pas une menace sérieuse, notamment des enfants, des personnes âgées et des personnes en état d'ébriété ou droguées⁵¹.

35. Amnesty International observe que plus de 30 États et le Gouvernement fédéral ont mis en place des installations de «sécurité super-maximum» pour contrôler les prisonniers jugés perturbateurs ou susceptibles de constituer une menace en matière de sécurité. Dans les établissements les plus rigoureux, les prisonniers sont généralement confinés vingt-trois, voire vingt-quatre heures par jour, seuls dans de petites cellules, parfois sans fenêtre, et sans possibilité de travailler, de participer à des programmes de réadaptation, ou encore de faire des exercices quotidiens. Bien que les tribunaux aient ordonné que des améliorations soient apportées à quelques prisons de sécurité super-maximum, la situation demeure extrêmement difficile dans de nombreux États et il est fréquent que les procédures de contrôle concernant le placement dans de tels établissements soient inadaptées⁵².

36. Amnesty International fait observer que la plupart des États américains n'ont pas de législation visant à limiter le recours aux entraves sur les détenues enceintes, notamment durant les périodes de travail, pratique qui est susceptible de mettre en danger la santé de la femme et de son enfant. Selon Amnesty International, les États-Unis n'ont pas mis en œuvre la recommandation du Comité des droits de l'homme de juillet 2006 visant à interdire que les femmes enceintes soient entravées pendant leur grossesse⁵³.

37. Human Rights First (HRF) indique que les personnes d'ascendance africaine, les lesbiennes, les gays et les personnes bisexuelles et transgenres, les migrants, les juifs, les musulmans et les chrétiens continuent d'être victimes d'actes violents motivés par le racisme, le sectarisme et l'intolérance⁵⁴. Le Council for Global Equality (CGE) note que les autorités fédérées et locales doivent adopter des lois pour protéger les victimes, et signaler les crimes motivés par la haine aux autorités fédérales⁵⁵.

38. La National Organization for Women évoque la violence liée aux armes, et constate que la réglementation concernant le contrôle des armes à feu est inadaptée⁵⁶.

39. Human Rights Watch (HRW) recommande que les victimes de violences familiales puissent avoir accès à des services de protection et de réadaptation⁵⁷, et que des lois et des directives concernant les décisions relatives à la garde des enfants soient adoptées en prenant en considération la violence familiale⁵⁸.

40. EPOCH signale que les parents sont légalement autorisés à châtier physiquement les enfants dans tous les États, et que 223 190 enfants ont été victimes de châtiments corporels dans les écoles en 2006-2007, un grand nombre d'entre eux ayant nécessité un traitement médical. Trente États ont interdit les châtiments corporels à l'école⁵⁹.

41. Les auteurs de la communication conjointe 3 (JS-3) recommandent de revoir la loi relative à la protection des victimes de la traite, de manière à mettre la définition de la traite des êtres humains en conformité avec les dispositions du Protocole de Palerme⁶⁰. JS-3 recommande que des efforts accrus soient faits pour poursuivre les auteurs de traite et aider les victimes, en particulier les victimes d'exploitation sexuelle⁶¹. JS-5 recommande d'offrir des services globaux et un appui juridique aux prostituées migrantes⁶².

42. JDI recommande d'adopter des normes nationales pour faire face à la violence sexuelle et autres sévices dans les prisons et autres lieux de détention⁶³.

43. Human Rights Watch évoque le traitement des enfants qui travaillent dans des fermes et recommande l'adoption de la loi relative à l'emploi responsable des enfants⁶⁴.

44. JS-14 indique qu'il n'existe pas de système intégré pour assurer la protection des défenseurs des droits de l'homme⁶⁵, et recommande de mettre en place un organisme fédéral indépendant chargé de prévenir les violations contre les défenseurs des droits de l'homme, d'enquêter sur de telles violations et d'en poursuivre les auteurs⁶⁶.

3. Administration de la justice, y compris l'impunité et primauté du droit

45. Selon, USHRN les États-Unis sont en deçà de leurs obligations relatives aux droits de l'homme en ce qui concerne l'administration de la justice, en particulier s'agissant des condamnations à caractère racial et la condamnation de mineurs à vie sans possibilité de libération conditionnelle⁶⁷, les conditions d'emprisonnement qui violent les droits des femmes en matière de reproduction, et les droits des prisonniers handicapés; ainsi que le traitement des individus dans les établissements de haute sécurité et des prisonniers politiques⁶⁸. La Dui Hua Foundation (Dui Hua) recommande que les États américains ayant des systèmes de libération conditionnelle indéterminés mettent en place des commissions indépendantes de libération conditionnelle, avec un contrôle judiciaire⁶⁹. HRAAlert fait référence à la corruption dans les tribunaux et les professions juridiques, ainsi qu'à la discrimination s'agissant de l'application de la législation en Californie⁷⁰.

46. USHRN évoque les prisonniers qui sont soumis à l'isolement cellulaire, qui reçoivent des soins médicaux de mauvaise qualité et dont les demandes de libération conditionnelle sont examinées de manière superficielle ce qui aboutit à refuser leur mise en liberté⁷¹.

47. Earth Rights International recommande de veiller à ce que l'interprétation de la législation américaine soit conforme à l'obligation de fournir un recours aux victimes de violations des droits de l'homme, et d'amener les personnes qui sont responsables de telles violations à rendre des comptes⁷². National Whistleblowers Center constate que les États-Unis n'ont pas protégé les personnes qui dénoncent des abus⁷³.

48. International Human Rights Law Society (IHRLS) fait observer qu'il n'y a pas d'âge minimum uniforme en matière de poursuites pénales dans les codes pénaux des États, et que la sentence est déterminée par la législation de chaque État⁷⁴. Deux États interdisent de condamner des mineurs à vie sans possibilité de libération conditionnelle et cinq autres autorisent de telles condamnations, mais permettent aux intéressés de demander une libération conditionnelle. Dans les 43 autres États, la condamnation de mineurs à vie sans possibilité de libération conditionnelle, de façon obligatoire ou discrétionnaire, existe sous une forme ou une autre⁷⁵. Amnesty International recommande de ne plus condamner à vie sans possibilité de libération conditionnelle les délinquants âgés de moins de 18 ans au moment des faits, et de revoir toute les condamnations prononcées de manière à garantir la possibilité de libération conditionnelle pour tout délinquant concerné⁷⁶.

49. ACNU, MOVPAZ et FMC évoquent le cas de cinq Cubains détenus dans des prisons nord-américaines⁷⁷, les mesures d'incarcération auxquelles ils sont soumis et le refus d'accorder un visa d'entrée aux épouses de deux des intéressés afin qu'elles puissent leur rendre visite⁷⁸.

50. RCF se dit préoccupé par le fait que les violations des droits des citoyens américains à l'étranger ne donnent pas lieu à des enquêtes indépendantes⁷⁹.

4. Droit à la vie privée, au mariage et à la vie familiale

51. PEN recommande de restaurer la protection intégrale de la vie privée, et de mettre un terme aux coups de filet de la police et aux opérations de surveillance sans mandat⁸⁰.

52. JS-10 fait observer que dans la législation fédérée et fédérale, les termes «famille», «parent» et «conjoint» excluent généralement les familles lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres⁸¹. JS-10 recommande d'interdire la discrimination contre les parents lesbiens, gays, bisexuels et transgenres en matière d'adoption⁸².

5. Liberté de religion ou de conviction, liberté d'expression, d'association⁸³ et de réunion pacifique, et droit de participer à la vie publique et politique

53. JS-11 signale que les tribunaux américains offrent peu de protection s'agissant des pratiques religieuses traditionnelles des populations autochtones⁸⁴.

54. Conscience and Peace Tax International fait état de l'enregistrement obligatoire au service militaire, du recrutement de personnes de moins de 18 ans, des difficultés rencontrées par les personnes sous les drapeaux qui deviennent objecteurs de conscience, et du fait que les impôts acquittés par les objecteurs de conscience servent aux dépenses militaires⁸⁵.

55. USHRN constate que la législation et les politiques américaines en matière de sécurité créent des barrières inutiles et déraisonnables en ce qui concerne les activités des organisations de la société civile⁸⁶.

6. Droit au travail et à des conditions de travail justes et favorables

56. USHRN fait observer que la loi relative aux relations de travail nationales visait à encourager la négociation collective; cependant, ces dispositions ne s'appliquent qu'au secteur privé, offrent une protection insuffisante aux travailleurs et sont peu appliquées⁸⁷. USHRN note que cinq États interdisent totalement la négociation collective dans le secteur public⁸⁸. CESR fait référence aux écarts de salaire entre groupes ethniques et entre hommes et femmes⁸⁹.

57. USHRN indique que la loi relative à la discrimination liée à la grossesse et celle relative aux congés familiaux et médicaux offrent une protection incomplète aux femmes enceintes sur le lieu de travail. En outre, les États-Unis sont le seul pays industrialisé qui n'a pas un régime de congé maternité obligatoire⁹⁰.

58. USHRN indique que les travailleurs domestiques et agricoles, ainsi que les travailleurs indépendants, ne bénéficient pas de la protection intégrale de la législation sur le travail, en particulier en ce qui concerne le salaire minimum, le paiement des heures supplémentaires et un environnement de travail sûr et sain⁹¹.

7. Droit à la sécurité sociale et à un niveau de vie adéquat

59. USHRN constate que 30 % environ de la population a un revenu insuffisant pour faire face aux besoins essentiels, et que 24,7 % des Américains d'origine africaine et 14,5 % des femmes vivent sous le niveau de pauvreté fédéral⁹². CESR note qu'un enfant sur cinq vit dans la pauvreté⁹³. JS-11 indique que la plupart des communautés autochtones souffrent de graves privations économiques et sociales⁹⁴. Selon Amnesty International, aux États-Unis, l'accès à des commodités de base telles qu'une alimentation adéquate, un logement, du travail, les soins de santé et l'éducation est inégal. On constate également un manque de logements à des prix abordables, un nombre insuffisant d'emplois et une insécurité des revenus, en particulier parmi les minorités et les femmes⁹⁵.

60. Selon USHRN, on estime que 101 000 personnes meurent chaque année du fait des modalités d'organisation du système de santé, et 45 000 décès par an sont attribués à l'absence d'assurance santé⁹⁶. CESR fait référence au taux de mortalité maternelle, et souligne les disparités ethniques existantes⁹⁷. Malheureusement, la loi visant à réformer la santé de 2010 continue d'être tributaire d'un système fondé sur le marché⁹⁸. Selon Amnesty International, bien qu'une législation ait récemment été adoptée qui permettra d'étendre les soins de santé, des millions de personnes continueront de ne pas bénéficier de ce système. Amnesty International précise que les soins de santé, tout comme le logement et l'emploi, ne sont toujours pas reconnus aux États-Unis comme un droit universel⁹⁹.

61. USHRN¹⁰⁰ et National Advocates for Pregnant Women évoquent les lois et les politiques qui créent des obstacles à l'avortement et autres soins de santé génésique¹⁰¹. Selon Amnesty International, des centaines de femmes décèdent chaque année de complications liées à la grossesse qui pourraient être évitées; par ailleurs, il existe de grands écarts en ce qui concerne l'accès aux soins de santé en fonction de la race, du groupe ethnique, du statut d'immigrant ou d'autochtone de l'intéressé, et du revenu¹⁰². Amnesty International demande aux États-Unis de veiller à ce que toutes les femmes aient accès à des services de soins de santé maternelle¹⁰³.

62. JS-10 recommande d'accorder la priorité aux actions de prévention du VIH et de les financer de manière adéquate¹⁰⁴.

63. EMF Sensitivity.org fait état de l'utilisation très répandue des champs électromagnétiques et de leurs effets néfastes sur la santé¹⁰⁵.

64. Le Centre on Housing Rights and Evictions indique que le manque de logements adéquats est aggravé par l'augmentation des expulsions, en particulier dans le contexte de la crise financière et de la privatisation du logement public¹⁰⁶.

65. JS-3 évoque les effets de l'ingénierie génétique sur le droit à l'alimentation et recommande d'adopter une approche durable de l'agriculture fondée sur les droits¹⁰⁷, en s'assurant que les aliments génétiquement modifiés sont adaptés sur le plan nutritionnel et exempts de toute substance nocive¹⁰⁸.

66. Les auteurs de la communication conjointe 13 font état de l'obligation pour les États-Unis de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre au niveau national et de coopérer avec la communauté internationale pour atténuer les menaces que représentent les changements climatiques pour les droits de l'homme¹⁰⁹.

8. Droit à l'éducation et droit de participer à la vie culturelle de la communauté

67. USHRN indique que le système éducatif est fortement soumis à la ségrégation¹¹⁰. L'insuffisance du financement et les politiques de tolérance zéro en matière de discipline ont pour effet d'exclure les jeunes gens de l'école¹¹¹. USHRN engage les États-Unis à mettre en œuvre les recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale en ce qui concerne la ségrégation à l'école et la discrimination en matière d'éducation¹¹². CESR fait référence aux écarts entre groupes ethniques en ce qui concerne les résultats éducatifs¹¹³.

68. FFF encourage la mise en place d'un programme national d'éducation aux droits de l'homme¹¹⁴.

9. Minorités et peuples autochtones

69. Nation of Hawai'i recommande de garantir les droits de tous les peuples autochtones en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques¹¹⁵. FPHRC note que, en tant que membre du Conseil des droits de l'homme, les États-Unis devraient donner l'exemple en respectant les droits de l'homme des peuples autochtones¹¹⁶.

70. Selon la Nation Navajo et la Commission des droits de l'homme de la Nation Navajo (NNHRC), les États-Unis continuent de priver les peuples autochtones de leur droit à l'égalité de protection en vertu de la loi¹¹⁷.

71. International Indian Treaty Council (IITC) recommande d'interroger les États-Unis sur les points suivants: le non-respect de la décision du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et de la Cour interaméricaine des droits de l'homme concernant les Shoshones occidentaux; la destruction et la profanation de lieux sacrés autochtones, et le refus de permettre l'accès à ces lieux; le refus de consulter les peuples autochtones et d'obtenir leur consentement libre, préalable et informé au sujet des questions qui ont un impact direct sur leurs intérêts; l'abrogation unilatérale des traités avec les peuples autochtones; et le refus de mettre en œuvre un mécanisme pour remédier aux violations de ces traités¹¹⁸.

72. Southeast Indigenous Peoples' Center (SIPC) fait observer que, bien que la Constitution prévoit que les «tribus indiennes» seront traitées comme des nations, les États-Unis ne négocient pas avec les peuples autochtones¹¹⁹.

73. La Society for Threatened Peoples (STP) fait observer que les tribus havasupai et hualapai ont lutté pendant des décennies pour protéger leur terre contre l'exploitation minière, et elle se dit préoccupée par le risque de pollution radioactive.

74. American Indians Rights and Resources Organization fait référence à l'incidence de l'exclusion et du bannissement d'Indiens de leurs tribus¹²⁰.

75. Akiak Native Community indique que les peuples autochtones sont toujours extrêmement perturbés par la culture et les traditions qui leur ont été inculquées par la force¹²¹.

10. Migrants, réfugiés et demandeurs d'asile

76. USHRN demande aux États-Unis de réformer son système d'immigration, de garantir une procédure équitable et de protéger l'unité familiale¹²². Human Rights Watch fait référence à la détention d'un grand nombre d'étrangers¹²³. Lutheran Immigration and Refugee Service (LIRS) attire l'attention sur les conditions dans lesquelles sont détenus les immigrants, qui voient leur liberté de mouvement limitée; les détenus portent des uniformes pénitentiaires et sont maintenus dans un cadre répressif¹²⁴.

77. Dui Hua demande un contrôle et une responsabilisation accrue s'agissant du respect des règles en matière d'immigration et de douane, et fait observer que les détenus devraient avoir accès à la représentation juridique¹²⁵. Edmund Rice International se dit préoccupé par le fait que les travailleurs concernés par les programmes Guestworker n'ont pas accès aux prestations médicales et ne bénéficient pas de visas familiaux¹²⁶.

78. Seton Hall University évoque les restrictions qui frappent les immigrants s'agissant des soins de santé financés par des fonds publics, ce qui a amené des hôpitaux à faire expulser des patients immigrants sans que les procédures soient respectées¹²⁷. Atlanta Public Sector Alliance évoque les disparités raciales qui existent en matière d'accès aux services de soins de santé s'agissant des immigrants en situation irrégulière en Géorgie¹²⁸.

79. Les auteurs de la communication conjointe 15 recommandent de rétablir le pouvoir d'appréciation du juge dans les affaires d'expulsion de résidents permanents en situation régulière qui ont des enfants qui sont citoyens américains¹²⁹.

80. USHRN recommande de réformer le système américain applicable aux réfugiés et aux demandeurs d'asile afin de s'assurer qu'il est conforme aux obligations découlant de la Convention de 1951, et en particulier d'éliminer le délai d'un an pour déposer une demande d'asile et la catégorie «terrorisme» du niveau 3; de réformer le système de détention des immigrants afin de mettre un terme à la détention arbitraire et de garantir que les personnes détenues bénéficient d'un traitement humain¹³⁰.

81. RI recommande de déterminer l'ampleur de l'apatridie dans les territoires américains et de s'abstenir de détenir les personnes qui ne constituent pas un risque pour la collectivité¹³¹. RI recommande que les États-Unis deviennent partie à la Convention relative au statut des apatrides, de 1954, et à la Convention sur la réduction des cas d'apatridie, de 1961¹³².

11. Personnes déplacées dans leur propre pays

82. Amnesty International indique que, près de cinq ans après l'ouragan Katrina, on observe toujours un manque d'accès au logement et aux soins de santé dans la région, ainsi que des problèmes de ressources affectant certaines parties du système de justice pénale, ce qui empêche un grand nombre de personnes déplacées de retourner chez elles et compromet les droits de celles qui sont rentrées. Ce qui a été fait aux niveaux fédéral, fédéré ou local n'a pas été suffisant pour remplacer les logements en location à des prix abordables et les logements publics démolis, ainsi que les écoles et les hôpitaux, ce qui a eu des conséquences disproportionnées pour les pauvres et les communautés de couleur. Amnesty International demande instamment aux États-Unis de respecter les Principes directeurs de l'ONU sur les déplacements internes et de reconnaître que toutes les personnes déplacées à l'intérieur du pays ont le droit de revenir à leur foyer ou lieu d'origine; et de veiller à ce que les principes d'égalité et de non-discrimination soient appliqués à la réinstallation et au retour¹³³.

83. Diné Homeowners & Communities Association recommande d'interdire la réinstallation forcée de peuples autochtones dans les Amériques¹³⁴.

12. Droits de l'homme et lutte contre le terrorisme

84. CHRGI indique que depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis ont institutionnalisé le profilage discriminatoire à l'encontre des membres des communautés musulmane, arabe, d'Asie du Sud et du Moyen-Orient¹³⁵. CHRGI préconise, notamment, l'adoption d'une loi fédérale qui interdise le profilage quel que soit le motif, sans faire d'exception pour des motifs de sécurité nationale, et un audit approfondi des bases de données et des listes de personnes à surveiller établies par le Gouvernement¹³⁶.

85. Tout en se félicitant de l'évolution intervenue depuis 2009, la Commission internationale de juristes (ICJ) a évoqué l'impunité et le manque de responsabilisation persistants en ce qui concerne les violations graves des droits de l'homme et les crimes relevant du droit international¹³⁷. Le Centre international pour la justice transitionnelle (ICTJ) fait observer que les mesures de responsabilisation devraient inclure la diffusion complète d'informations, l'analyse des faits en rapport avec la nature et la portée des violations dont sont victimes les détenus dans le cadre de la lutte contre le terrorisme; la possibilité pour les victimes de demander effectivement réparation et des réformes institutionnelles permettant de restaurer l'équité de la procédure¹³⁸.

86. HRF, ainsi que l'ICJ et d'autres organisations sont préoccupées par le fait que les personnes soient détenues dans des installations militaires à Guantanamo¹³⁹ et en Afghanistan sans acte d'accusation ou sans procès, ainsi que dans des installations américaines en Iraq¹⁴⁰. L'ICJ recommande de fermer les installations à Guantanamo; de juger les personnes qui peuvent être accusées d'une infraction identifiable en droit international, conformément aux normes internationales en matière de procès équitable; de mettre un terme au système de la détention administrative sans accusation ou sans jugement; d'autoriser un contrôle juridictionnel indépendant et impartial pour contester la détention en Afghanistan et en Iraq; de permettre d'exercer le droit de représentation juridique; et de revoir toutes les définitions des «belligérants ennemis non privilégiés», afin de les mettre pleinement en conformité avec les exigences du droit international humanitaire¹⁴¹.

87. HRF signale également le refus de fournir des informations adéquates au sujet de détenus qui se trouveraient dans un «site noir» en Afghanistan¹⁴². L'Organisation pour la défense des victimes de violence se dit préoccupée par le fait que le CICR n'a pas accès aux installations de détention secrètes¹⁴³.

88. L'ICJ évoque la législation, les politiques et les pratiques en matière de lutte contre le terrorisme aux États-Unis depuis que la nouvelle administration est entrée en fonction en 2009¹⁴⁴. Elle indique qu'avec l'ordonnance présidentielle visant à assurer des interrogatoires licites, les États-Unis se sont à nouveau engagés à respecter l'interdiction absolue de torturer toute personne détenue par les États-Unis. L'ordonnance présidentielle indique que la CIA est tenue de garantir qu'aucune personne détenue par les États-Unis dans le cadre d'un conflit armé n'est soumise à une technique d'interrogatoire quelle qu'elle soit non prévue dans le manuel opérationnel de l'armée. L'ICJ note que, bien que le manuel interdise un ensemble de méthodes d'interrogatoire abusives, il autorise plusieurs techniques coercitives sur les plans physique et psychologique. Ces techniques – en particulier lorsqu'elles sont utilisées conjointement – violent l'interdiction de la torture et des traitements cruels, inhumains ou dégradants¹⁴⁵. L'ICJ demeure également préoccupée par les définitions étroites données de la torture et des châtements cruels ou inhumains en droit américain et renvoie aux dispositions de la loi relative à la torture et de la loi relative aux crimes de guerre¹⁴⁶. L'ICJ recommande de faire réviser le manuel opérationnel de l'armée; de mettre les définitions de la torture et des traitements cruels ou inhumains

figurant dans tous les textes législatifs en conformité avec les dispositions de la Convention contre la torture, et de retirer les réserves pertinentes à la Convention contre la torture¹⁴⁷. Les auteurs de la communication conjointe 7 (JS-7) ont évoqué l'absence de supervision des prisons militaires et recommandé que le CICR et l'ONU puissent avoir accès à ces installations¹⁴⁸. Physicians for Human Rights (PHR) indique que, durant la période allant de 2002 à 2008, l'administration Bush a autorisé les techniques d'interrogatoire dites «renforcées», ce qui a entraîné des actes de torture physique et psychologique sur des détenus placés sous le contrôle de l'armée des États-Unis et de la CIA. PHR indique que les États-Unis sont tenus de poursuivre les auteurs allégués de tels actes, ainsi que de veiller à ce que les victimes reçoivent assistance et réparations¹⁴⁹.

89. L'ICJ engage le Conseil des droits de l'homme à demander aux États-Unis des informations sur les transferts/transfèvements qui sont encore susceptibles d'avoir lieu, et de les inviter à respecter pleinement le principe de non-refoulement¹⁵⁰. ACLU recommande que le Gouvernement interdise d'accorder du crédit aux «assurances diplomatiques» pour expulser quelqu'un des États-Unis ou le transférer hors du pays¹⁵¹.

90. L'ICJ recommande aux États-Unis d'abroger le système des commissions militaires; d'accorder la compétence exclusive aux juridictions civiles, d'interdire l'extension de la compétence militaire aux civils et de veiller à ce que le droit d'être jugé dans le plein respect de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques soit respecté¹⁵². ABA évoque des doutes quant au point de savoir si les personnes présumées responsables des attaques terroristes aux États-Unis le 11 septembre peuvent être à présent jugées par des commissions militaires¹⁵³.

91. CHRGI recommande d'intégrer la problématique de l'égalité des sexes dans les programmes et politiques de lutte contre le terrorisme¹⁵⁴.

92. Les auteurs de la communication conjointe 2 recommandent aux États-Unis de revoir la législation relative à la sécurité nationale et à la lutte antiterroriste telle qu'elle est appliquée aux organisations de la société civile¹⁵⁵.

III. Réalisations, bonnes pratiques, défis et contraintes

93. ABA salue les mesures prises récemment par les États-Unis pour renforcer le respect de leurs engagements internationaux relatifs aux droits de l'homme. Entre autres mesures, le Président a interdit à tous les organismes du Gouvernement américain de pratiquer la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants; ordonné la fermeture des centres d'interrogatoire secrets auparavant utilisés par la Central Intelligence Agency (CIA); annoncé son intention de fermer le centre de détention de la base navale américaine de Guantanamo, à Cuba; et signé une loi qui renforce les garanties de procédure pour les personnes accusées de crimes de guerre jugées par des commissions militaires. ABA estime et indique qu'il faudrait faire davantage pour renforcer le respect des droits de l'homme aux États-Unis¹⁵⁶.

94. Heritage Foundation fait observer que, bien qu'ils ne soient certes pas parfaits, le système de gouvernement américain et son système judiciaire sont globalement exemplaires en ce qui concerne le respect et la protection des droits de l'homme et devraient servir de modèle de bonnes pratiques¹⁵⁷.

IV. Priorités, initiatives et engagements nationaux essentiels

A. Engagements de l'État

95. CGE évoque l'engagement que les États-Unis ont pris devant l'Assemblée générale de l'ONU en ce qui concerne les droits de l'homme, l'orientation sexuelle et l'identité de genre, mais fait observer qu'ils doivent veiller à ce que les lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres américains bénéficient de ces mêmes protections¹⁵⁸.

B. Recommandations de suivi spécifiques

96. Amnesty International recommande de revoir toutes les recommandations formulées par les organes conventionnels et des experts auxquels il n'a pas encore été donné suite en vue de les mettre en œuvre¹⁵⁹.

97. JS-11 note que les États-Unis n'ont pas tenu compte des recommandations des organes relatifs aux droits de l'homme en ce qui concerne les droits des peuples autochtones¹⁶⁰.

98. USHRN constate que les États-Unis n'ont pas pris de mesures pour donner suite aux recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale à l'égard des autochtones, ou bien à celles émanant du Comité des droits de l'homme¹⁶¹.

V. Renforcement des capacités et assistance technique

99. JS-14 indique que les États-Unis devraient travailler avec la Commission des stupéfiants de l'ONU et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, ainsi qu'avec l'Organe international de contrôle des stupéfiants afin de créer un *modèle de soins* pour le traitement de la toxicomanie fondé sur les principes des droits de l'homme¹⁶².

Notes

¹ The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org. (One asterisk denotes a non-governmental organization in consultative status with the Economic and Social Council.)

Civil society

ABA	American Bar Association*, USA;
AC	Accountability Counsel, USA
ACNU	Asociación Cubana de las Naciones Unidas*, Cuba;
AFRE	All For Reparations and Emancipation*, USA;
AHR	Advocates for Human Rights*, Minnesota, USA;
AI	Amnesty International *, UK;
AIJ	The Association of Iraqi Jurists, Iraq;
AIRRO	American Indians Rights and Resources Organization, USA;
AMSI-ABMA	Joint submission No. 22 - Human Rights Division of the Association of Muslims Scholars in Iraq - Al-Basaer Media Association, Iraq;
ANC	Tribal Council of the Akiak Native Community, USA;
ANEC	Asociación Nacional de Economistas y Contadores, Cuba;
APSA	Atlanta Public Sector Alliance, USA;
Becket Fund	The Beckett Fund for Religious Liberty*, USA;
CCERF	Conservation Centre of Environmental and Reserves in Iraq, Iraq;
CEA	Centro de Estudios sobre América, Cuba;
CESR	Center for Economic and Social Rights*, USA;
C-FAM	Catholic Family & Human Rights Institute, USA;
CGE	Joint Submission No. 1 – The Council for Global Equality, USA;
CHRGJ	Center for Human Rights and Global Justice, USA;
CISV	Charitable Institute for Social Victims*, Iran;
COHRE	Centre on Housing Rights and Evictions*, Geneva (Switzerland);
CONFEDERACY	Haudenosaunee Confederacy Grand Council, USA;
CPTI	Conscience and Peace Tax International*, Leuven (Belgium);
CSN	Joint Submission No. 2 - Charity and Security Network, USA;
CURE	Citizens United for Rehabilitation of Errants*, USA;
DHCA	The Diné Homeowners & Communities Association, USA;
DREDF	Disability Rights Education and Defense Fund, USA;
Dui Hua	The Dui Hua Foundation*, USA;
Earth Rights	Earth Rights International* , USA;
EDM	Episcopal Diocese of Maine, USA;
EMF	EMF Sensitivity.org, USA;
EPOCH	EPOCH-USA, USA;
ERI	Edmund Rice International, Geneva (Switzerland);
FFF	Four Freedoms Forum, USA;
FLOC-OXFAM	Joint Submission No. 21 – Farm Labor Organizing Committee (FLOC) and OXFAM, USA;
FMC	Federación de Mujeres Cubanas, Cuba;
FPHRC	First Peoples Human Rights Coalition, USA;
GFIW-GWAF	Joint submission No. 23- General Federation of Iraqi Women and General Arab Women Federation, Iraq;
GJC	Global Justice Center, USA;
HAWAII	Nation of Hawaii, USA;
Heritage	The Heritage Foundation, USA;
HRA	Human Rights Advocates*, USA;
HRAAlert	Human Rights Alert, USA;
HRF	Human Rights First*, USA;
HRW	Human Rights Watch*, New York (USA);
ICHR	Iraqi Commission for Human Rights, Baghdad (Iraq);
ICJ	International Commission of Jurists*, Geneva (Switzerland);

ICTJ	International Center for Transitional Justice, New York (USA);
IHRB	Institute for Human Rights and Business, Geneva (Switzerland);
IHRLS	International Human Rights Law Society, Indiana (USA);
IITC	International Indian Treaty Council*, USA;
ITHACA	Ithaca rights, USA;
JDI	Just Detention International, USA;
JS-3	Joint Submission No. 3 - Franciscans International* ; the International Presentation Association of the Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary and UNANIMA International*, USA;
JS-4	Joint Submission No. 4 - Black Communities Process (Proceso de Comunidades Negras –PCN), Colombia and AFRODES USA;
JS-5	Joint Submission No. 5 - Best Practices Policy Project, Desiree Alliance, and the Sexual Rights Initiative;
JS-6	Joint Submission No. 6 - Indigenous Peoples and Nations Coalition and the Koani Foundation;
JS-7	Joint Submission No. 7 - Institute for Redress & Recovery, The Institute for Study of Psychosocial Trauma and the Heartland Alliance Marjorie Kovler Center , USA;
JS-9	Joint Submission No. 9 - Minnesota Tenants Union , Minnesota Chapter of the National Lawyers Guild, Minnesota Coalition for a Peoples’ Bailout, St. Paul Branch of the NAACP, USA;
JS-10	Joint Submission No. 10 - National Coalition for LGBT Health and the Sexuality Information and Education Council of the United States, USA;
JS-12	Joint Submission No. 12 - International Association against Torture* and the December 12 th Movement International Secretariat *, USA;
JS-13	Joint Submission No. 13 – Earthjustice*, Greenpeace USA; Human Rights Advocates*; and Many Strong Voices USA;
JS-14	Joint Submission No. 14 - Medical Whistleblower Stakeholder Advocacy Network, USA;
JS-19	Joint Submission No. 19 - Heartland Alliance’s National Immigrant Justice Center (NIJC); American Friends Service Committee (AFSC) The Center for Victims of Torture (CVT); Chad Doobay (attorney doing pro-bono representation to asylum seekers at National Immigrant Justice Center); Florida Immigrant Advocacy Center (FIAC); Denise Gilman (professor at the University of Texas School of Immigration Clinic); Immigration Equality; Jewish Council on Urban Affairs (JCUA); King Hall Immigrant Detention Project at University of California Davis School of Law; Legal Aid Justice Center’s Immigrant Advocacy Program; Michigan Immigrant Rights Center (MIRC); Midwest Coalition for Human Rights Physicians for Human Rights (PHR); Dr. Mary White (volunteer with Physicians for Human Rights); World Relief, USA;
JS-24	Joint submission No. 24 - Organization for Justice and Democracy in Iraq (OJDI) and The International Organization for the Elimination of All Forms of Racial Discrimination (EAFORD), Iraq;
JS-25	Joint submission No. 25 - The Iraqi Association Against War (IAAW) and The Indian Movement (TUPAJ AMARU)*;
LIRS	Lutheran Immigration and Refugee Service, USA;
LPDOC	Leonard Peltier Defense Offense Committee, USA;
MCLI	Meiklejohn Civil Liberties Institute, USA;
MICJ	Maria Iñamagua Campaign for Justice, USA;
MITA- CMP	Joint Submission No. 20 - Indian Movement Tupaj Amaru *, Geneva (Switzerland) and Consejo Mundial por la Paz,
MOVPAZ	Movimiento Cubano por la Paz y la Solidaridad, * La Habana, Cuba;
NACG	Native American Church of the Ghost Dancers, USA;
NAPW	National Advocates for Pregnant Women , USA;
NAVAJO	The Navajo Nation Department of Justice, USA;

NCBL	National Conference of Black Lawyers, USA;
NIYC	The National Indian Youth Council,* USA;
NNHRC	Navajo Nation Human Rights Commission, USA;
NOW	West Virginia National Organization for Women ,* USA;
NWC	National Whistleblowers Center, USA;
OAK	Joint Submission No. 16 - Organizations Associating for the Kind of Change America Really Needs, USA;
ODVV	Organization for Defending Victims of Violence,* Iran;
OSPAAAL	Organización de Solidaridad de los Pueblos de África, Asia y América Latina, Cuba;
PEN	International Pen*, London (United Kingdom) and PEN American Center, USA;
PHR	Physicians for Human Rights,* USA;
RCF	The Rachel Corrie Foundation for Peace and Justice, USA;
RI	Refugees International,* USA;
SCHRD	Studies Center of Human Rights and Democracy, Iraq;
SIPC	Southeast Indigenous Peoples' Center , USA;
STP	Society for Threatened Peoples*, Göttingen (Deutschland);
The 5-11 Campaign	The 5-11 Campaign, USA;
USHRN	Joint Submission No. 17 - US Human Rights Network (23 annexes), USA;
WILD	The Women's Institute for Leadership Development for Human Rights, USA;
WR	Worldrights, USA;
WWA-OWO	Joint submission No. 26 - Women's Will Association and the Organization for Widows and Orphans, Iraq;
YAMASI	Yamasi People, USA;
YAMASSEE	At-sik-hata Nation of Yamassee Moors, USA;
<i>Academic</i>	
JS-8	Joint Submission No. 8 - International Human Rights Law Clinic, University of California, Berkeley, School of Law; Chief Justice Earl Warren Institute on Race, Ethnicity and Diversity, University of California, Berkeley, School of Law; Immigration Law Clinic, University of California, Davis, School of Law, USA;
JS-11	Joint Submission No. 11 - University of Arizona, Indigenous Peoples Law & Policy Program; Western Shoshone Defense Project; Human Rights Research Fund; First Peoples Human Rights Coalition, USA;
JS-15	Joint Submission No. 15 - International Human Rights Law Clinic, University of California, Berkeley, School of Law; Chief Justice Earl Warren Institute on Race, Ethnicity and Diversity, University of California, Berkeley, School of Law; Immigration Law Clinic, University of California, Davis, School of Law, USA;
PIJIP-GAP	Joint submission No. 18 - American University Washington College of Law's Program on Information Justice and Intellectual Property (PIJIP) and Health Global Access Project (Health GAP), USA;
SHUSL	Center for Social Justice of the Seton Hall University School of Law, USA;
<i>Regional organizations</i>	
IACHR	Inter-American Commission of Human Rights, USA Annexe 1 - Report No. 63/08, Case 12.534, Admissibility and Merits (Publication), Andrea Mortlock, United States, July 25, 2008. Annexe 2 - Report No. 90/09, Case 12.644, Admissibility and Merits (Publication), Medellín, Ramirez and Leal García, United States, August 7, 2009. Annexe 3 - Report No. 26/06, Petition 434-03, Isamu Carlos Shibayama et al., United States, March 16, 2006. Annexe 5 - Report No. 57/06, petition 526-03, Hugo Armendariz, United States, July 20, 2006.

Annexe 4 - Report No. 56/06, Petition 8-03, Wayne Smith, United States, July 20, 2006.
 Annexe 6 - Report No. 52/07, petition 1490-05, Jessica González and Others, United States, July 24, 2007.
 Annexe 7 - Report No. 60/09, Case 12.706, Frank Enwonwu, United States, July 20, 2009.
 Annexe 8 - Report No. 77/09, petition 1349-07, Orlando Cordia Hall, United States, August 5, 2009.
 Annexe 9 - Report No. 78/08, Petition 478-05, undocumented migrant, Legal Resident, and the US Citizen Victims of Anti- Immigrant vigilantes, United States, August 5, 2009.
 Annexe 10 - Report No. 100/09, Petition 1177-04, Warren Wesley Summerline et al., United States, October 29, 2009.
 Annexe 11 - Access to justice for women victims of violence in the Americas
 Annexe 12 - Precautionary Measures granted by the IACHR in 2009 PM 385-09 - 31 Undocumented Immigrants Residing in Atlanta, Georgia, United States
 Annexe 13 - IACHR Table of ratifications: USA

- ² AI, Appendix 1. See also USHRN, page 3 and USHRN separate documents on *Treaty Ratification, Toward Economic and Social Rights in the United States: From Market Competition to Public Goods; Political Repression: Continuum of Domestic Repression and Right to Adequate Housing*; FFF page 1; DREDF, page 1; JS 14, page 3; CHRGI, paragraph 6; IHRB, page 2; COHRE, paragraph 22; CESR page 1; MCLI, pages 1-2.
- ³ IACHR, annexe 13.
- ⁴ FFF, page 2. See also submission from JDI, page 1.
- ⁵ FPHRC, page 5; USHRN, paragraph 40; EDM, page 5; NIYC, page 5; Yamassee, page 5; NNHRC report annex 1, page 3-4; CONFEDERACY, page 1.
- ⁶ USHRN, paragraph 40. See also submission from NIYC, page 5 and Yamassee, page 5; JS 11, page 8.
- ⁷ USHRN, paragraph 3. See also USHRN separate document on *Treaty Ratification* and AI, page 8.
- ⁸ AI, page 8. See also ICJ.
- ⁹ ICJ, page 1. See also submission from AI.
- ¹⁰ CCERF, page 1. See also submission from AIJ, SCHRD, ICHR, JS24, AMSI-ABMA, WWA-OWO, GFIW-GWAF, ICJ, AI.
- ¹¹ CESR, page 1.
- ¹² USHRN, page 2.
- ¹³ AI, page 2.
- ¹⁴ USHRN, paragraph 3. See also USHRN separate document on *Treaty Ratification*. See also JS 10.
- ¹⁵ USHRN, paragraph 3. See also JS-10 and USHRN separate documents on *Treaty Ratification; Racial Discrimination and Civil Rights* and *From Civil Rights to Human Rights: Implementing US Obligations under the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*.
- ¹⁶ IHRB, page 4.
- ¹⁷ DREDF, paragraphs 4-5. See also submissions from ITHACA; JS14, page 1; and USHRN separate document on *Human Rights of Persons with Disabilities*.
- ¹⁸ USHRN, page 3.
- ¹⁹ FFF, page 2. See also submission from USHRN, paragraph 5 and separate document on *Right to Adequate Housing*; NIYC; Joint Submission 11; JS14, page 1 and CESR, paragraph 18.
- ²⁰ AI, Appendix 1. See also submission from MICJ, pages 1-5.
- ²¹ CESR, page 5.
- ²² USHRN, paragraph 34. See also submission from USHRN separate document on *Racial Discrimination and Civil Rights* and *From Civil Rights to Human Rights: Implementing US Obligations under the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*.
- ²³ USHRN, paragraph 34.

- ²⁴ USHRN separate document *Towards a Human Rights-Centered Macro-Economic and Financial Policy in the US*, page 10.
- ²⁵ AC, page 5. See also COHRE, paragraph 21 and USHRN separate document on *US Obligations to Respect, Protect and Remedy Human Rights in the Context of Business Activities*.
- ²⁶ IHRB, page 4. See also COHRE, paragraph 21. *US Obligations to Respect, Protect and Remedy Human Rights in the Context of Business Activities*.
- ²⁷ CHRGI, paragraph 6. See also submission from RCF and USHRN separate document on *The Negative Impact of US Foreign Policy on Human Rights in Colombia, Haiti and Puerto Rico* and JS4, page 2.
- ²⁸ GJC, pages 1-5.
- ²⁹ PIJIP-GAP, pages 1-4. See also USHRN separate document on *The Negative Impact of US Foreign Policy on Human Rights in Colombia, Haiti and Puerto Rico*.
- ³⁰ ANEC, page 3.
- ³¹ ACNU, paragraph 7; ANEC, paragraph 11.
- ³² MCLI, pages 1-2.
- ³³ FFF, pages 1-2.
- ³⁴ USHRN, page 4. See also submissions from APSA; JS-5, page 2; and submission form USHRN separate document on *Racial Discrimination and Civil Rights* and *From Civil Rights to Human Rights: Implementing US Obligations under the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*.
- ³⁵ USHRN, paragraph 20. See also submission form USHRN separate document on *Racial Discrimination and Civil Rights* and *From Civil Rights to Human Rights: Implementing US Obligations under the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*.
- ³⁶ AI, page 1.
- ³⁷ AI, page 1.
- ³⁸ AI, Appendix 1. See also Joint Submission 12, page 2; HRW, page 1; USHRN, paragraph 13 and USHRN separate document on *The Persistence, in the United States, of Discriminatory Profiling Based on Race, Ethnicity, Religion and National Origin*.
- ³⁹ JS 11, paragraph 19. See also USHRN separate document on *Environmental Justice*.
- ⁴⁰ JS 10, page 1. See also submission GCE, page 1.
- ⁴¹ USHRN, paragraphs 10-11. See also USHRN separate document on *The Application of the Death Penalty in the United States* and submissions from ABA, AI.
- ⁴² ABA, page 2. See also submission from AI and IACHR annexes 2 and 10.
- ⁴³ ACLU, page 1
- ⁴⁴ AI, page 4.
- ⁴⁵ USHRN, paragraph 35. See also submissions from The Dui Hua Foundation and AI.
- ⁴⁶ AHR, pages 1-2. See also submission from AI, Appendix 1.
- ⁴⁷ C-FAM, paragraph 8. See submission for case *Roe v. Wade* (1973) cited. See also submission from NAPW and WILD.
- ⁴⁸ AI, page 3.
- ⁴⁹ ABA, page 2.
- ⁵⁰ AI, page 3.
- ⁵¹ AI, page 4.
- ⁵² AI, page 4.
- ⁵³ AI, page 3.
- ⁵⁴ HRF, pages 1, 2, 4, 5. See also submission from IACHR, annexe 9.
- ⁵⁵ GCE, pages 1-10. See submission for cases cited.
- ⁵⁶ NOW, pages 1-5.
- ⁵⁷ HRW, page 2. See also NOW and IACHR, annexe 6.
- ⁵⁸ AHR, pages 2-3. See submission for cases cited.
- ⁵⁹ EPOCH, pages 1-2.
- ⁶⁰ JS 3, paragraphs 15 to 23. See also submission from AHR.
- ⁶¹ JS 3, paragraph 23. See also submission from AHR.
- ⁶² JS 5, page 5. See also USHRN separate document on *Migrants, Refugees and Asylum Seekers*.
- ⁶³ JDI, pages 1-5. See also submission from ODVV.

- ⁶⁴ HRW, page 2.
- ⁶⁵ JS14, page 1.
- ⁶⁶ JS14, page 59. See also submission from ITHACA.
- ⁶⁷ See also submissions from AI, as well as cases cited in STP and LPDOC; separate document of USHRN on *Criminal and Juvenile Justice*.
- ⁶⁸ USHRN, paragraph 12 and separate document on *Political Repression-Political Prisoners*. See also submission from CURE; NCBL; JS 16; IACHR annexe 8.
- ⁶⁹ Dui Hua, page 2. See also case cited in submissions from LPDOC; STP, other cases cited in NCBL and USHRN separate document on *The Negative Impact of US Foreign Policy on Human Rights in Colombia, Haiti and Puerto Rico*.
- ⁷⁰ HRAAlert, pages 1-5. See submission for cases cited.
- ⁷¹ USHRN paragraph 14. See also USHRN separate document on *Political Repression and Political Prisoners*, and Joint Submission on *Domestic Repression*.
- ⁷² EarthRights, page 1. See submission for cases cited.
- ⁷³ NWC, page 1. See submission for cases cited.
- ⁷⁴ IHRLS, page 2. See submission for cases cited. See also submission from HRW.
- ⁷⁵ IHRLS, page 2. See submission for cases cited.
- ⁷⁶ AI, Appendix 1.
- ⁷⁷ ACNU, page 3 ; MOVPAZ, page 3 ; FMC, page 2.
- ⁷⁸ ACNU, page 3.
- ⁷⁹ RCF, pages 1-5. See submission for case cited.
- ⁸⁰ PEN, page 5. See also submissions from The 5-11 Campaign, pages 1 – 4 and JS-12, page 2.
- ⁸¹ JS 10, pages 3-4. See also GCE, pages 1-10 and for cases cited.
- ⁸² JS 10, pages 3-4.
- ⁸³ See USHRN separate document on *Labor Rights*.
- ⁸⁴ JS 11, paragraph 9.
- ⁸⁵ CPTI, pages 1-5. See submission for cases cited.
- ⁸⁶ USHRN, paragraph 15.
- ⁸⁷ USHRN, paragraph 24. See USHRN separate document on *Labor Rights*.
- ⁸⁸ USHRN, paragraph 24. See USHRN separate document on *Labor Rights*.
- ⁸⁹ CESR, paragraph 12. See also USHRN separate document *Toward Economic and Social Rights in the United States: From Market Competition to Public Good, on Labor Rights and on the Right to Work*.
- ⁹⁰ USHRN, paragraph 21.
- ⁹¹ USHRN, paragraph 22.
- ⁹² USHRN, paragraphs 25-26. See also USHRN separate document *Toward Economic and Social Rights in the United States: From Market Competition to Public Goods*.
- ⁹³ CESR, paragraph 6.
- ⁹⁴ JS 11, paragraph 19. See also USHRN separate document on *Environmental Justice*.
- ⁹⁵ AI, page 5.
- ⁹⁶ USHRN, paragraph 27. See also USHRN separate documents *Toward Economic and Social Rights in the United States: From Market Competition to Public Good* and *Racial Health Disparities and Discrimination*; CESR, paragraph 9.
- ⁹⁷ CESR, paragraph 11.
- ⁹⁸ USHRN, paragraph 27.
- ⁹⁹ AI, page 5.
- ¹⁰⁰ USHRN, paragraph 27.
- ¹⁰¹ NAPW, pages 1-5. See also USHRN separate document on *The United States' Compliance with its Human Rights Obligations in the Area of Women's Reproductive and Sexual Health and Criminal and Juvenile Justice*.
- ¹⁰² AI, page 5.
- ¹⁰³ AI, Appendix 1. See also submission from C-FAM, paragraph 8; and USHRN separate document on *Criminal and Juvenile Justice*.
- ¹⁰⁴ JS 10, paragraph 16.
- ¹⁰⁵ EMF, pages 1-5. See also USHRN separate document *Toward Economic and Social Rights in the United States: From Market Competition to Public Goods*.

- 106 COHRE, paragraphs 1-2. See also JS 9; AI; JS 3; CESR; USHRN separate document *Toward Economic and Social Rights in the United States: From Market Competition to Public Goods and Right to Adequate Housing*.
- 107 SJ 3, paragraphs 31-41. See also USHRN separate document *Toward Economic and Social Rights in the United States: From Market Competition to Public Goods*.
- 108 SJ 3, paragraphs 31-41. See also USHRN separate document *Toward Economic and Social Rights in the United States: From Market Competition to Public Goods*.
- 109 JS13, pages 1-5. See also USHRN separate document on *Environmental Justice*.
- 110 USHRN, paragraph 29. See also USHRN separate document on *Education and Toward Economic and Social Rights in the United States: From Market Competition to Public Goods*.
- 111 USHRN, paragraph 28. See also USHRN separate document on *Education*.
- 112 USHRN, paragraph 39.
- 113 CESR, paragraph 10.
- 114 FFF, page 2.
- 115 Hawaii, pages 2-3. See also Joint Submission 6.
- 116 FPHRC, page 5. See also submissions from Navajo, page 1; NNHRC, annexes 1 to 3; NIYC; USHRN separate document on *Environmental Justice*.
- 117 Navajo, page 1. NNHRC, annexes 1 to 3. See also submission from NIYC.
- 118 IITC, page 5. See also Joint Submission 6; Joint Submission 3; SIPC, 1-2; USHRN, paragraph 40; NNHRC annexes 1 to 3; STP, pages 1-3; and, EDM, page 1, including cases cited.
- 119 SIPC, 1-2. See also submission from USHRN, paragraph 40; NNHRC annexes 1 to 3; and, EDM, page 1, including cases cited.
- 120 AIRRO, pages 1-5.
- 121 ANC, pages 1-4. See also submissions from AFRE, DHCA and CONFEDERACY.
- 122 USHRN, paragraph 41. See also Joint Submission No. 19; IACHR, annexes 4 and 5 and USHRN separate document on *Migrants, Refugees and Asylum Seekers*.
- 123 HRW, page 2.
- 124 LIRS, page 2. See also USHRN separate document on *Migrants, Refugees and Asylum Seekers*.
- 125 Dui Hua, pages 3-4. See also LIRS; AI and USHRN separate document on *Migrant Labor Rights*.
- 126 ERI, pages 1-5. See USHRN separate document on *Migrant Labor Rights*.
- 127 SHUSL, pages 1-5. See submission for cases cited and IACHR, annexe 1.
- 128 APSA, pages 3-4. See submission for cases cited and IACHR, PM 385-09.
- 129 JS 15, pages 1-5. See also submission from IACHR annexe 7.
- 130 USHRN, paragraph 41. See also Joint Submission No. 19 and HRF, pages 1-3.
- 131 RI, page 4.
- 132 RI, page 4.
- 133 AI, Appendix 1. See also USHRN separate document on *The Human Rights Crisis in the Aftermath of Hurricane Katrina*.
- 134 DHCA, page 4.
- 135 CHRGI, paragraph 13.
- 136 CHRGI, paragraph 17.
- 137 ICJ, page 1. See also submission from AI and ICTJ.
- 138 ICTJ, page 1.
- 139 HRF, pages 1, 3, 4. See also submission from ACNU, page 2, including cases cited and CISV.
- 140 ICJ, page 5. See also submission from AI and ICTJ.
- 141 ICJ, page 5. See also submission from AI and ICTJ.
- 142 HRF, pages 1-5. See also submission from ODVV; CISV; ICTJ.
- 143 ODVV, page 1.
- 144 ICJ, page 1.
- 145 ICJ, page 1.
- 146 ICJ, page 1.
- 147 ICJ, page 4. See also submissions from HRF, pages 1, 3, 4; ICTJ; CEA and MOVPAZ.
- 148 JS 7, pages 1-3.
- 149 PHR, pages 1-5. See also submission from ABA, paragraphs 4-8.
- 150 ICJ, page 4. See also submission from AI.
- 151 ACLU, page 11.

¹⁵² ICJ, page 5.

¹⁵³ ABA, page 3. See submission for cases cited.

¹⁵⁴ CHRGI, page 4.

¹⁵⁵ JS2, page 1.

¹⁵⁶ ABA, page 1.

¹⁵⁷ Heritage, page 5.

¹⁵⁸ CGE, page 1.

¹⁵⁹ AI, Appendix 1. USHRN, paragraph 28.

¹⁶⁰ JS 11, paragraphs 15 to 18.

¹⁶¹ USHRN, paragraph 31. See also submission form USHRN separate documents on *Racial Discrimination and Civil Rights* and *From Civil Rights to Human Rights: Implementing US Obligations under the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination*.

¹⁶² JS14, page 1.